



PLENIERE DU 27 JUIN 2011
DISCOURS DE POLITIQUE GENERALE.

*Intervention de Laure Leforestier,
Conseillère régionale Europe Ecologie-Les Verts.*

Monsieur le Président, cher(e)s collègues,

Interrogé fin février, le chef du gouvernement espagnol, José Luis Zapatero, s'émerveillait du "printemps arabe" et de son fer de lance, la jeunesse. A Tunis comme au Caire, ces jeunes qui renversaient les dictatures ressemblaient à s'y méprendre selon lui aux jeunes Européens. Mêmes codes vestimentaires, même culture des réseaux sociaux, mêmes aspirations : droit à l'éducation, droit au travail, démocratie et transparence. *"Leur modèle, c'est le Nord, expliquait-il, on ne peut que s'en réjouir."*

De fait, quelques mois après la chute de Ben Ali, puis celle d'Hosni Moubarak, la révolte a franchi le détroit de Gibraltar et est arrivée en Europe par le Sud. Le printemps arabe s'en est pris à des pouvoirs autoritaires qui étaient relativement faciles à renverser, dès lors que le soutien de l'armée et de la police leur a fait défaut. L'objectif en était relativement clair, tout au moins en Tunisie et en Egypte : obtenir les libertés publiques et les droits civils dont jouissent les démocraties politiques.

Faute de dictatures à abattre, l'insurrection a pris, de ce côté-ci de la Méditerranée, une forme différente, celle des "indignés". Un vieux monsieur, Stéphane Hessel, avait lancé un appel, Indignez-vous ! Préfacé dans sa version espagnole, par un autre vieux monsieur de 94 ans, José Luis Samper. Est-ce le respect dû au grand âge, les jeunes leur ont obéi.

En Espagne, c'est l'aggravation de la crise économique, alliée aux blocages du système politique, qui a donné naissance au mouvement du 15 mai. Un mouvement de mobilisation surprise, un immense ras-le bol après trois ans de crise, avec un mot d'ordre : « *Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiques et des banquiers.* » Les raisons de cette explosion sont liées à la gestion de la crise économique, à la corruption, au chômage (en particulier le taux de plus de 40% de chômage pour les jeunes) et surtout, à la désaffection envers une classe politique, identifiée comme l'un des problèmes majeur de la citoyenneté

En Grèce, le peuple descendu dans la rue clame que les travailleurs ne sont pas responsables de la crise ; qu'elle a été provoquée par le capitalisme financier et les politiciens qui le défendent et qui l'exploitent ; que les programmes de « sauvetage de la Grèce » aident seulement les banques étrangères, celles précisément qui, par l'intermédiaire des politiciens et des gouvernements à leur solde, ont imposé le modèle politique qui a mené à la crise actuelle.

Alors, bien sûr, on ne peut pas exempter les Grecs de tout reproche. Ils ont commis des erreurs. Ils y ont été parfois aidés. Etait-il vital pour la Grèce de consacrer 4,3 % de son PIB au budget de la défense, en faisant le 4e pays importateur d'armes au monde ? A titre de comparaison, la France, qui dispose pourtant d'une force de frappe et se trouve engagée dans deux conflits (Afghanistan, Libye), ne consacre que 2,2% à ce même budget. Les meilleurs pourvoyeurs d'armes étant la France et l'Allemagne...

Écoutons les Grecs qui nous mettent en garde, nous avertissent que ce sera bientôt notre tour. Car depuis l'année 2010 on note une rupture dans notre histoire institutionnelle, quelque chose qui s'apparente à une forme de coup d'Etat invisible. Jusqu'ici, on considérait que les gouvernements tiraient leur légitimité du peuple dont la volonté s'exprimait lors des élections et à qui ils devaient rendre des comptes en fin de mandat. Le principe démocratique est en train de sauter sous nos yeux. Désormais, un autre type de souveraineté est en passe de se substituer à celle de la volonté du peuple. Notre nouveau Maître n'a encore ni visage, ni nom. Certains l'appellent confiance des marchés. D'autres pouvoir financier ou agences de notation. Son pouvoir s'exerce par des voies aussi discrètes pour les opinions que terrifiantes pour les Etats : le taux d'intérêt auxquels le système

financier accepte de prêter à des Etats, surendettés depuis qu'ils ont commis le malheur de le sauver fin 2008 sans le réformer.

Depuis le déclenchement de la crise grecque, les gouvernements ont les yeux rivés sur leur *rating* des agences de notations et sur les taux de leurs obligations d'Etat à 10 ans. **Toute la politique économique et sociale est désormais asservie à l'objectif de conserver la bienveillance de ce terrifiant patron qui peut mettre n'importe quel pays à genoux financièrement, comme il l'a déjà fait avec la Grèce avant de s'attaquer au Portugal, à l'Espagne, à l'Italie, voire au Japon ou à la France.** La menace de la sanction des marchés financiers sert dès à présent d'argument d'autorité pour justifier toutes les réformes injustifiables d'un point de vue démocratique ou pour s'opposer à toute revendication politique un peu gênante.

En adoptant la semaine dernière le durcissement du Pacte de stabilité, le parlement européen organise une austérité généralisée en Europe qui portera des coups terribles à nos acquis sociaux. La droite libérale et conservatrice soutient que les déficits sont avant tout le fruit de la mauvaise volonté des Etats et de manipulations comptables malintentionnées de leur part. Certes, les problèmes de recouvrement fiscal et les erreurs de prévisions plus ou moins volontaires existent. Mais, alors que dans tous les Etats la compression drastique des effectifs des services publics (pudiquement appelée en France Revue générale des politiques publiques) sévit, on fait comme si les baisses d'impôts massives réalisées dans tous les pays au cours de la dernière décennie au bénéfice des créanciers de l'Etat étaient étrangères à la montée des déficits. On oublie que le capitalisme subit sa plus grave crise depuis 1929 et qu'il engendre plus que jamais une répartition inégalitaire des richesses ; la pression incessante qu'il exerce sur les salaires et la bulle immobilière qu'il nourrit sont la cause des défauts de paiement des plus modestes, que l'industrie financière encourage encore à s'endetter. **Jamais, nos apprentis sorciers n'ont tenu compte de l'impact récessif et régressif qu'auront inévitablement 27 plans de rigueur.** Loin d'atteindre leurs cibles, ces politiques n'auront d'autres effets que d'accroître le chômage et entretenir les déficits, attisant la spéculation des marchés sur les dettes souveraines.

Est-ce donc le boulot des gouvernants aujourd'hui de faire accepter aux opinions publiques le programme de régression défini par le pouvoir financier et la prédation qu'il

exige ? Est-ce l'alternative qui sera présentée au peuple français en 2012 ? Le choix se résumera-t-il à une cure d'austérité mais attention, « juste » et « de gauche » ou une guerre civile organisée contre un ennemi intérieur plus ou moins fantasmé ? Notre démocratie représentative est en crise, jamais la défiance envers le politique n'aura été aussi forte. Il est essentiel que le débat politique qui s'annonce avec le scrutin présidentiel de 2012 se saisisse de l'ensemble de ces questions. **Alors peut être ferons-nous mentir Coluche qui disait : « *Si les élections pouvaient changer quoi que ce soit, il y a longtemps qu'elles auraient été supprimées.* »**